

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 22/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXIA**

ZI Route de l'Industrie  
73540 Esserts-Blay

Références : PRICAE-RC-23-047-CG  
Code AIOT : 0006104343

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler l'adéquation du traitement des DEEE, l'exploitation a été identifiée comme ne disposant pas de contrat avec un éco-organisme selon les données disponibles pour l'inspection. Une visite d'inspection ciblée sur les DEEE est donc menée.

En outre, la société AXIA (établissements POUGET) exploite, dans son établissement situé ZI Route de l'Industrie à Esserts-Blay, des activités de tri, transit, regroupement et reconditionnement de déchets dangereux et non dangereux.

La rubrique suivante de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, correspond aux activités de l'établissement :

- 3532 - Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CE.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3510, ont été établies par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018. Elles ont

également été transcrites dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Conformément à l'article R.515-71-I, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen de ses conditions d'exploiter au regard de ces MTD. L'analyse du dossier de réexamen a été conclue par un donné acte du Préfet le 17 janvier 2023, constatant la conformité du dossier et l'engagement de l'exploitant à se conformer aux meilleures techniques disponibles dès le 17 août 2022.

Ainsi la présente inspection vise à vérifier la mise en place effective des meilleures techniques disponibles et le respect des NEA-MTD concernant les effluents liquides et gazeux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay
- Code AIOT : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 4 février 2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Par ailleurs, la société AXIA Pouget dispose de l'agrément n° PR7300016D d'exploitant d'un centre VHU par arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2013 et de l'agrément n° PR7300016B pour l'activité de broyage de VHU délivré par arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2015.

De plus, l'arrêté préfectoral du 18 août 2022 impose des prescriptions complémentaires aux activités de la société Axia Pouget.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des DEEE - conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales ;
- conformité aux MTD relatives au traitement des déchets.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Surveillance rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1 et III de l'annexe 3.2.	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Surveillance rejets air	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2.	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Plan de gestion des accidents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2 et VIII de l'annexe 3.1.	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Conditions d'entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – 3.5.	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Classement IED du site	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R511-9
2	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.2.
4	Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.2
8	Classement ICPE DEEE	Code de l'environnement du 09/06/2018, article R511-9
9	Traitement des DEEE sur site hors TTR	Code de l'environnement du 09/06/2018, article R511-9
10	Contractualisation avec un éco-organisme agréé	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R543-200-1 - II
12	Devenir et traçabilité des fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - 6.2.
13	Tri des DEEE contenant des matières spécifiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – 3.6

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non conformités relatives aux conditions de gestion et d'entreposage des DEEE ont été relevées et sont à résoudre, concernant notamment la matérialisation sur le terrain des zones concernées. L'exploitant est engagé à continuer à travailler avec l'éco-organisme pour la bonne gestion des déchets concernés.

Concernant la thématique IED, de nombreuses non conformités sont relevées concernant l'application des meilleures techniques disponibles. Une mise en conformité rapide de la fréquence de surveillance des rejets aqueux est notamment nécessaire.

L'inspection constate que d'après la situation présentée par l'exploitant, le classement IED pourrait ne pas être requis. Il est donc rappelé à l'exploitant qu'une demande d'évolution de son classement de sa part pourrait l'affranchir des contraintes liées aux NEA MTD et aux surveillances liées à l'IED.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement IED du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/05/2013, article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement de l'installation au titre de la rubrique 3532
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :- traitement biologique- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération- traitement du laitier et des cendres- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants (A-3)Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant présente les activités du site pouvant relever des rubriques 2791 et 3532. Le broyeur mixte bois / déchets mélangés n'est plus présent sur l'installation depuis 2021. Un broyeur à ferraille n'est pas fonctionnel ; il est partiellement démonté le jour de la visite. Selon un bordereau de déchet broyé sortant fourni par l'exploitant, la dernière utilisation ponctuelle du broyeur date du 5 mai 2022. L'exploitant précise qu'il n'a pas d'horizon de remise en service de cet équipement.  Le seul équipement de traitement de déchets non dangereux pouvant relever des rubriques 2791 et 3532 et utilisé sur le site est la presse-cisaille à métaux, utilisée quotidiennement pour une estimation de l'exploitant à 50 à 60 tonnes. L'exploitant précise que le site n'a jamais réalisé de broyage de déchets à hauteur 75 tonnes par jour, seuil de classement IED.  Il apparaît ainsi que le site n'a jamais fonctionné à hauteur du tonnage justifiant le classement IED découlant de la demande d'autorisation du site (presse-cisaille et broyage de ferrailles, capacité maximale 200 t/j) prise en compte dans l'arrêté d'autorisation du site du 1 octobre 2015.  Le classement du site est respecté. Toutefois d'après les informations de l'exploitant les quantités effectivement traitées ne dépassent pas les seuils déclenchant la rubrique IED.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan des réseaux d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan des réseaux d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le système de collecte du site est constitué de caniveaux enterrés, représentés sur un plan du site. Le jour de la visite l'impression du plan présentée n'est pas lisible (pdf issu d'autocad).  <u>Demande :</u> l'exploitant fournit un plan lisible à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité Prévention de la corrosion Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses Humidification Maintenance Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
<b>Constats :</b> Aucun système de prévention des pollutions diffuses n'est mis en place, en particulier au niveau de la presse-cisaille à métaux. L'équipement est situé à l'air libre. Le jour de la visite les conditions météorologiques (sol et déchets humides) ne permettaient pas de se rendre compte d'éventuels envols de poussières. Le système d'humidification mentionné dans le dossier de réexamen n'est pas mis en place. <u>Demande :</u> l'exploitant justifie l'absence de mesures de prévention des pollutions diffuses.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII de l'annexe 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes : Optimisation de la consommation d'eau Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites Séparation des flux d'eaux Remise en circulation de l'eau Surface imperméable Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets Infrastructure de drainage appropriée Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement
<b>Constats :</b> L'exploitant précise le jour de la visite le périmètre IED considéré : il s'agit de l'ensemble du site, tous les secteurs étant susceptibles d'être concernés par la réception / déchargement / entreposage des déchets traités dans le broyeur ou la presse-cisaille. Aucune consommation d'eau à usage industriel n'est réalisée, à l'exception des eaux de sécurité incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Surveillance rejets eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1 et III de l'annexe 3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE et surveillance des rejets eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance mensuelle des rejets en MES, DCO/ COT, semestrielle pour PFOA/PFOS ; surveillance des paramètres liés au traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques pour le périmètre pertinent (Indice hydrocarbure, métaux, mercure).
<b>Constats :</b> L'exploitant précise l'absence de rejet continu d'eaux industrielles. Le site n'est pas couvert, l'eau ruisselle sur les déchets. Les eaux pluviales étant susceptibles d'être polluées, elles sont collectées par un réseau de canalisations enterrées, passent par un débourbeur déshuileur et sont rejetées au milieu naturel. Les caniveaux et le débourbeur sont curés annuellement. L'exploitant indique que le suivi de la qualité des eaux est réalisé sans prendre en compte les prescriptions de l'AMPG traitement de déchet, mais selon les prescriptions de l'arrêté du site. Ainsi une analyse est menée annuellement. La dernière analyse datant de juin 2023 a été fournie par l'exploitant. Les paramètres analysés sont conformes à ceux devant être surveillés au titre de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif au traitement de déchets, et les concentrations relevées sont conformes aux NEA MTD. Toutefois l'analyse des PFOA - PFOS, requise au titre du X de l'annexe 3.1, n'est pas réalisée. La méthode de mesure du mercure n'est pas conforme : mesure indiquée conforme à la NEN-ISO 16772 (qui est une norme de mesure dans les sols) alors que l'arrêté ministériel prescrit la conformité à la NF EN ISO 17852 ou 12846. La fréquence d'analyse est également non conforme aux prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019 (analyse mensuelle requise).  La surveillance des rejets dans l'eau n'est pas totalement conforme aux prescriptions réglementaires.  <u>Demande :</u> l'exploitant met en place des mesures mensuelles des rejets pour les paramètres considérés, et s'assure de la conformité des méthodes de mesure à l'arrêté ministériel relatif au traitement de déchets. L'exploitant fait réaliser les mesures semestrielles de PFOA-PFOs, ou justifie qu'il s'est acquitté de ses obligations vis-à-vis de l'Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Surveillance rejets air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE air et surveillance pour les installations de traitement mécanique
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance semestrielle pour tous les traitements mécaniques des poussières (5 mg/Nm <sup>3</sup> ). Surveillance semestrielle pour le traitement mécanique des déchets à valeur calorifique des COVT (30 mg/Nm <sup>3</sup> ), si la substance est identifiée dans l'inventaire des émissions. Surveillance annuelle des paramètres liés au traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques pour le périmètre pertinent : retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine, PCDD/F (si les substances sont identifiées dans l'inventaire des émissions) ; métaux et métalloïdes, COVT (fréquence semestrielle pour ce dernier).
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que la presse-cisaille n'est pas équipée d'émissaire canalisé, et que le broyeur à métal, qui en est équipé, n'a jamais fait l'objet de mesure d'émission.

L'absence de surveillance des rejets dans l'air, alors qu'un matériel concerné par l'activité autorisée au titre du bref traitement de déchets présente un émissaire canalisé, est non conforme.
<u>Demande</u> : dès la remise en service du broyeur à métal, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et fait réaliser immédiatement une première mesure des paramètres réglementaires.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

#### N° 7 : Plan de gestion des accidents

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2 et VIII de l'annexe 3.1.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Plan de gestion des accidents
<b>Prescription contrôlée</b> : Le SME comporte un plan de gestion des accidents et incidents.
<b>Constats</b> : Le manuel qualité présenté le jour de la visite ne comprend aucun plan de gestion des accidents. Une fiche d'action en cas d'accident est présentée et communiquée à l'inspection postérieurement à la visite. Le document correspond à une fiche action A4 regroupant les numéros d'appel d'urgence. Il ne comporte pas de description des différents types d'accidents envisagés et aucune précaution vis-à-vis de l'environnement pendant et après le sinistre. Aucun suivi des situations incidentelles ou accidentelles n'est prévu dans le document. La prescription est non conforme <u>Demande</u> : l'exploitant complète le document présenté pour formaliser un plan de gestion des accidents et incidents.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

#### N° 8 : Classement ICPE DEEE

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement du 09/06/2018, article R511-9
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, Classement de l'installation au titre de la rubrique 2711
<b>Prescription contrôlée</b> : Quantité maximale de DEEE pouvant être présents sur l'installation.
<b>Constats</b> : Le secteur prévu pour le stockage des DEEE est présenté lors de l'inspection. Il s'agit d'un auvent et d'une zone bétonnée. Aucune délimitation, aucun marquage sur site ne permet d'identifier la zone prévue. Le secteur présenté ne semble pas susceptible de contenir plus de 900 m3 de DEEE. Le classement DC au titre de la rubrique 2711 est conforme sous réserve de matérialiser les espaces dédiés au stockage afin de pouvoir visualiser la conformité des volumes présents. <u>Demande</u> : l'exploitant matérialise les espaces dédiés au stockage.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

#### N° 9 : Traitement des DEEE sur site hors TTR

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement du 09/06/2018, article R511-9
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, Classement au titre des rubriques de traitement des déchets 2790 et 2791

<b>Prescription contrôlée :</b> Présence ou non de traitement des DEEE sur l'installation non assimilable à du TTR.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les opérations menées sont du regroupement et le retrait manuel de pièces détachées. L'exploitation est autorisée au titre de la rubrique 2791 de traitement de déchets non dangereux, visant les équipements de broyage métallique (presse cisaille et broyeur/trieur) pour une capacité maximale de 200t/j. À la date de la visite l'exploitant indique ne pas réaliser d'opération de broyage de DEEE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Contractualisation avec un éco-organisme agréé

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R543-200-1 - II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect des prescriptions de gestion des déchets EEE - filière REP
<b>Prescription contrôlée :</b> Un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué à l'inspection une attestation de l'écoorganisme ECOLOGIC mentionnant le site d'exploitation et les équipements concernés par le contrat pour l'année en cours. Lors de la lecture de l'attestation durant la visite, l'exploitant identifie une erreur : les équipements de climatisation mentionnés dans l'attestation ne sont en fait pas traités dans l'installation. L'exploitant fait rectifier l'attestation pour assurer de la nature des déchets autorisés et des traitements correspondants, et la communique sans délai à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Conditions d'entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect AMPG D - Entreposage des produits et déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).  L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.  Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le secteur présenté par l'exploitant le jour de la visite pour le stockage des DEEE consiste en un auvent de surface au sol estimée à un maximum de 100 m<sup>2</sup>. Le sol en béton est partiellement abîmé et l'étanchéité n'est pas assurée. Des eaux météoritiques peuvent lessiver certains déchets, et sont entraînées vers une dalle devant le bâtiment à l'étanchéité non vérifiée. Aucun panneautage ni délimitation des secteurs de stockage n'est présent.</p> <p>L'exploitant précise que le secteur DEEE est en cours de mise en place, avec une montée en puissance prévue ; il travaille avec l'écoorganisme ECOLOGIC.</p> <p>En l'état du site le jour de la visite, la prescription n'est pas respectée, concernant le repérage des zones de TTR DEEE, les moyens pour évaluer le volume des stocks, et la couverture des zones sur les déchets le nécessitant.</p> <p><u>Demande :</u> l'exploitant met en conformité les points ci-avant pour le secteur présenté et pour l'ensemble du site, le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Devenir et traçabilité des fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - 6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect AMPG D - Rejet de fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation.</p> <p>Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite il n'a pas été observé d'équipement de froid sur le site. L'attestation de l'écoorganisme fournie lors de la visite confirme l'absence de flux d'équipement ménager produisant du froid.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Tri des DEEE contenant des matières spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 – 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect AMPG D – Traitement de DEEE contenant des fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite il n'a pas été observé d'équipement de froid sur le site. L'attestation de l'écoorganisme fournie lors de la visite confirme l'absence de flux d'équipement ménager produisant du froid.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

